

# ELECTION PRESIDENTIELLE

Puisque dans le cadre de la Constitution actuelle il appartient au Président de la République et à lui seul (ce que nous dénonçons) de définir la politique de la France en matière de Défense et de relations étrangères, l'Université Européenne de la Paix tient à rappeler quelques mesures porteuses de paix qu'elle aimerait voir inscrites au programme des candidat-es à cette fonction suprême.

## Pour une culture de la Paix

Une fois encore la réalité de la violence nous rattrape. Encore une fois elle nous rappelle à nos manquements et à nos devoirs d'éducateur. La culture de la Paix s'avère essentielle, indispensable et son enseignement est la seule voie possible pour parvenir à un monde apaisé. Nous devons effacer de nos vocabulaires tous les mots et expressions qui font croire que la force est une solution. Cultivons encore et toujours les valeurs de fraternité pour cheminer vers une culture de paix. Nous voulons pour cela ouvrir toutes les portes, accéder à tous les publics enfance et jeunesse pour développer cette culture et faire surtout que les programmes éducatifs développent et intègrent des modules adaptés. Nous attendons des candidats à l'élection présidentielle qu'ils montrent leur volonté pour avancer en ce sens et qu'ils prennent conscience de l'imparable nécessité de mettre en œuvre tous les moyens pour y parvenir. Nous en souhaitons l'inscription dans leurs programmes.

Pierre Cariou

**S'il est une décroissance que nous appelons de nos vœux, c'est bien la décroissance militaire ! Le texte ci-après est un extrait d'un article de Ben Cramer consultable dans son intégralité sur son site <https://www.athena21.org/>**

## La décroissance militaire, c'est pour quand ?

### Les dividendes de la paix

Alors que les dépenses militaires mondiales ont doublé depuis 2000, chaque nation peut trouver un intérêt à transférer ses ressources (et son savoir-faire) vers la santé et la réduction de la pauvreté. C'est en fonction de cette logique que 50 lauréats de Prix Nobel ont lancé un Appel ([www.peace-dividend.org](http://www.peace-dividend.org)). L'Appel s'adresse aux Etats-Membres de l'ONU afin qu'ils acceptent de réduire leurs dépenses militaires de 2 % par an pendant 5 ans.

Dans cet appel il est prévu que la moitié de l'argent économisé soit regroupée dans un fonds mondial – géré par l'ONU – et destiné à relever les défis mondiaux de l'affolement climatique, des pandémies et de l'extrême pauvreté. L'autre moitié des économies resterait à la disposition de la nation. Ces dividendes de la paix pourraient atteindre 1.000 milliards U\$ d'ici 2030.

### Faire rimer sécurité avec 'Sécurité Commune'

Tout le monde n'est pas convaincu qu'on puisse garantir davantage de paix avec moins d'armes. Ce qui explique pourquoi les dépenses militaires explosent ici ou là...

Bref, il est urgent de s'armer intellectuellement, pour réaffirmer que la sécurité n'a de sens que si elle garantit la sécurité pour tous. Que les seules conquêtes qui comptent sont des conquêtes qui n'appauvrissent personne. Que les seules victoires qui se méritent sont des victoires qui n'humilient personne. Ce n'est pas de la morale, c'est de la politique.

Le « comment assurer davantage de paix (au pluriel) et de sécurités avec moins d'armes » est une question fondamentale, basique, qui doit imprégner la réflexion stratégique de chacun.

Notre boussole stratégique

Donc, si nous sommes d'accord pour dire que nous devons définir la sécurité en fonction des menaces du 21ème siècle ; si nous sommes d'accord pour reconnaître que nous nous sommes plantés en voyant la sécurité sous l'angle purement militaire ; si nous reconnaissons que l'explosion démographique, la faim, la limitation des ressources et le viol de l'environnement ou/et les enjeux relatifs à l'eau ne sont pas des risques de deuxième ordre

Alors ? A nous de définir une nouvelle diplomatie et mettre en place un autre dispositif de sécurité avec un logiciel qui ne soit pas celui du vieux monde. Même si nous traversons une zone de turbulence géopolitique, avec un horizon hanté par les risques d'effondrement de l'Empire américain, et ses répercussions, à nous de reconfigurer notre boussole stratégique !

En tout cas, décliner les bienfaits d'une politique de décroissance militaire serait un défi avec un bon timing puisque le seul secteur que les auteurs de 'Halte à la croissance' du Rapport du Club de Rome de 1972 ont préféré zapper est le secteur militaire. C'était il y a 50 ans.

Ben Cramer